



Gouvernement du Québec
Ministre du Travail
Bureau du commissaire
général du travail

DÉPÔT

Dépôt N°: 8 4 1 0 1 8 2

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-04
Date	Signature: 84-04-19	Réception: 84-05-01	Durée: Du 85-12-31
			Nombre de salariés régis par la convention collective

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professionnels du CEGEP de Sainte-Foy 21 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc	<input type="checkbox"/> Déposant CEGEP Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des Cégeps 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: M. Pierre Bourgeois	Région: <u>03-03</u> Activité: <u>8050-10</u> Affiliation: <u>CEQ (2)</u>

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné:
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
 Voir au verso pour les codes →

Remarques

Les parties, conformément à la clause 2-2.06 des dispositions constituant des conventions collectives, conviennent d'appliquer la lettre d'entente intervenue le 9 février 1984 entre les parties négociantes dans le cadre de la clause 5-7.05 C) desdites dispositions.

Pour le commissaire général du travail	
Signature <i>Thérèse Roussel</i>	Date 84-10-11

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

003(113)

RECHERCHE

Thérèse Roussel, CEQ

LETTRE D'ENTENTE

'84 mai -1 15 10

ENTENTE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART,

CHACUN DES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT
GENERAL ET PROFESSIONNEL

ET

D'AUTRE PART,

CHACUNE DES ASSOCIATIONS ACCREDITEES
QUI, LE 29 NOVEMBRE 1982, NEGOCIAIT
PAR L'ENTREMISE DE LA FEDERATION DES
PROFESSIONNELS DES CEPEPS ET DES COL-
LEGES (C.E.Q.) POUR LE COMPTE DE SALA-
RIES A L'EMPLOI DE CES COLLEGES

Les parties conviennent de désigner Me Serge Simard
comme président du Comité paritaire du Bureau de placement
prévu à la clause 5-7.05, c des Dispositions constituant
des conventions collectives.

En foi de quoi, les parties ont signé à Québec, ce 9^e
jour de février 1984.

Pour la partie patronale
négociante

Serge Blais
[Signature]

Pour la partie syndicale
négociante

[Signature]
FPCC
Thérèse Roussel
Thérèse Roussel, CEQ

Les parties, conformément à la clause 2-2.06 des dispositions constituant des conventions collectives, conviennent d'appliquer la lettre d'entente intervenue le 9 février 1984 entre les parties négociantes dans le cadre de la clause 5-7.05 c) desdites dispositions.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNE CE 19^e JOUR DU
MOIS DE avril 1984.

POUR LE COLLEGE

Hubert
Guy Bouchard

NOM DU COLLEGE

C.E.G.E.P. de SAINTE-FOY

POUR LE SYNDICAT

Thierry Albeault
Jean-Marc Loiselet

NOM DU SYNDICAT

des PROFESSIONNELS DU CEGEP DE SAINTE-FOY

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-02
Date	Signature: 82-05-28	Réception: 82-08-16	Nombre de salariés régis par la convention collective

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat du Personnel de soutien du CECEP de Sainte-Foy	<input type="checkbox"/> Déposant Collège d'enseignement général et Professionnel de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Québec, Qc

Unité de négociation

OBJET: Les parties conviennent d'appliquer l'entente portant sur la nomination de Me Rodrigue Blouin, président du tribunal spécial d'arbitrage et de Me Serge Simard, président du Comité paritaire de surveillance et de la sécurité d'emploi, intervenue le 26 novembre 1981, entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part et la Fédération des employés des Services Publics Inc. (C.S.N.)

Région	03-03	Activité	8050-10	Affiliation	CSN(1)
--------	-------	----------	---------	-------------	--------

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 Voir au verso pour les codes

Remarques

DEPOSANT: X
Comité Patronal de négociation
des Collèges
1100 est, Crémazie, Suite 609
Montréal, Qc
H2P 2X2
Att: M. Léonce Beaupré

Pour le commissaire général du travail	
Signature	Date
<i>Thérèse Demers</i>	82-09-09

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

RECHERCHE

Richard Camie

Joseph B. LeComte

Jean-Marie Miland

Jules Plais

Pour le Collège

Pour le Syndicat

Léonce Beaupré

Pour le Gouvernement du Québec

92 AOU 27 15 20

'82 AOU 16 11 03

ENTENTE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART Le Collège d'enseignement général et professionnel de Sainte-Foy
Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART Le Syndicat du personnel de soutien du C.E.G.E.P. de Sainte-Foy
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 12853-02

Les parties, selon la Loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la Loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente portant sur la nomination de Me Rodrigue Blouin président du tribunal spécial d'arbitrage et de Me Serge Simard président du Comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi intervenue le 26 novembre 1981 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 28 ème jour du mois

de mai 1982

Richard Cormier

Joseph B. Le Comte

Jean Marc Milaud

Jules Blais

Pour le Collège

Pour le Syndicat

Léonce Beaupré

Pour le Gouvernement du Québec



Gouvernement du Québec
Ministre du Travail
Bureau du commissaire
général du travail

DÉPÔT

Dépôt N°: **84 10 200**

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-08
Date	Signature 84-09-17	Réception 84-10-05	Durée Du 85-12-31 Au 85-12-31
			Nombre de salariés régis par la convention collective

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professeurs du CEGEP de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc G1V 1T3	<input type="checkbox"/> Déposant CEGEP de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc G1V 1T3
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des Cégeps 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: M. Pierre Gagnon	Région 03-03 Activité 8050-10 Affiliation 10

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné.
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
 Voir au verso pour les codes

Remarques

Les parties locales conviennent d'appliquer la lettre d'entente No. 14 (FNEEQ) et No. 9 (FEC) intervenue le 25 juin 1984 entre les parties négociantes.

Pour le commissaire général du travail	
Signature	Date
<i>Pierre Demers</i>	84-10-11

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970
 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

Les parties locales conviennent d'appliquer la lettre d'entente numéro 14 (FNEEQ) et 9 (FEC) intervenue le 25 juin 1984 entre les parties négociantes.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 17 e jour
du mois de septembre 1984.

84 001-5 14:57

POUR LE COLLÈGE

Hubert

Dany Bouchard

POUR LE SYNDICAT

Louise Demers

Marie-Hélène

NOM DU COLLÈGE

C.E.G.E.P. de SAINTE-FOY

NOM DU SYNDICAT

SYNDICAT DES PROFESSEURS du

C.E.G.E.P. de SAINTE-FOY

84 SEP 28 14:00

DÉPÔT

Dépôt N°: **8 6 0 1 1 2 5**

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-04
Date	Signature 85-12-03	Reception 85-12-11	Durée Du 85-12-31 Au 85-12-31
		Nombre de salariés régis par la convention collective	

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professionnels du CEGEP de Ste-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant CEGEP de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des CEGEPS 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: Mme Chantal Provost	Région RRX 03-03 Activité 8050-10 Affiliation 06 CSN

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

Conformément à la clause 2-2.06, les parties locales s'entendent pour appliquer la lettre d'entente, signée le 15 avril 1985, à l'effet de modifier le chapitre 7-0.00 des dispositions constituant des conventions collectives en y ajoutant l'article 7-4.00 sur le recyclage.

Pour le commissaire général du travail	
Signature <i>Thérèse Demers</i>	Date 86-01-14

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

003 (094)

RECHERCHE

86 JAN 11 13 16
 BUREAU DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL DU TRAVAIL
 MONTRÉAL

Conformément à la clause 2-2.06, les parties locales s'entendent pour appliquer la lettre d'entente, signée le 15 avril 1985, à l'effet de modifier le chapitre 7-0.00 des Dispositions constituant des conventions collectives en y ajoutant l'article 7-4.00 sur le recyclage.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 3 e jour du mois de décembre 1985.

POUR LE COLLEGE

H. Boilvin
Guy Bouchard

NOM DU COLLEGE

C.E.G.E.P. DE SAINTE-FOY

POUR LE SYNDICAT

Genevieve Larocque

NOM DU SYNDICAT

Syndicat des professionnels
du C.E.G.E.P. de Sainte-Foy

85 DEC 11 13 16

BUREAU DU COMMISSAIRE
GENERAL DU TRAVAIL
MONTREAL



La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-04
Date	Signature: 85-12-03 Réception: 85-12-11	Durée Du: 85-12-31	Au: 85-12-31 Nombre de salariés régis par la convention collective

<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professionnels du CEGEP de Ste-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc	<input type="checkbox"/> Déposant CEGEP de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des CEGEPS 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: <u>Mme Chantal Provost</u>	Région <u>03-03</u> Activité <u>8050-10</u> Affiliation <u>06 CSN</u>

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

Conformément à la clause 2-2.06, les parties locales s'entendent pour appliquer la lettre d'entente, signée le 15 avril 1985, à l'effet de remplacer la clause 9-2.08 des Dispositions constituant des conventions collectives telle que modifiée par la lettre d'entente signée le 9 novembre 1983.

Pour le commissaire général du travail	
Signature	Date
<i>Thérèse Demers</i>	86-01-14

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

85-11-11 1316
 BUREAU DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL DU TRAVAIL
 MONTRÉAL

Conformément à la clause 2-2.06, les parties locales s'entendent pour appliquer la lettre d'entente, signée le 15 avril 1985, à l'effet de remplacer la clause 9-2.08 des Dispositions constituant des conventions collectives telle que modifiée par la lettre d'entente signée le 9 novembre 1983.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 3 e jour du mois de décembre 1985.

POUR LE COLLEGE

Hubert V...
Ruy Bouchard

NOM DU COLLEGE

C.E.E.G.E.P. DE SAINTE-FOY

POUR LE SYNDICAT

Genevieve Larance

NOM DU SYNDICAT

Syndicat des professionnels
du C.E.G.E.P. de Sainte-Foy

'85 DEC 11 13 16

BUREAU DU COMMISSAIRE
GENERAL DU TRAVAIL
MONTREAL



DÉPÔT

Dépôt N°: **8 6 0 1 1 2 3**

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-04
Date	Signature: 83-12-06 Réception: 85-12-20	Durée	Du 85-12-31 Au 85-12-31
			Nombre de salariés régis par la convention collective

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professionnels du CEGEP de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc	<input type="checkbox"/> Déposant CEGEP de Sainte-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des CEGEPS 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: Mme Chantal Provost	Région: <u>03-03</u> Activité: <u>8050-10</u> Affiliation: <u>06 CSN</u>

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Voir au verso pour les codes →

Remarques	
OBJET: Lettre d'Entente No. 1 - modifiant les textes des dispositions constituant des conventions collectives (DECRET) entrant en vigueur le 2 avril 1983 et reproduite dans les documents sessionnels nos 650 et 653, concernant les articles 4-2.00, 5-3.00 5-4.00, 5-6.00, le chapitre 7-0.00 et l'ajout des annexes "K" & "L", aussi 2-2.00 3-5.00	
Signature: <i>Benoît Demers</i>	Date: 86-01-14

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255, est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

LETTRE D'ENTENTE NUMERO 1

BUREAU DU COMMISSAIRE
GÉNÉRAL DU TRAVAIL
MONTREAL

'85 DEC 20 10 54

LETTRE D'ENTENTE MODIFIANT LES TEXTES DES DISPOSITIONS
CONSTITUANT DES CONVENTIONS COLLECTIVES ENTRANT EN VIGUEUR
LE 2 AVRIL 1983 ET REPRODUITES DANS LES DOCUMENTS SESSIONNELS
NUMEROS 650 ET 653

LIANT

d'une part, chacun des collèges d'enseignement général et
professionnel

ET

d'autre part, chacune des associations accréditées qui, le
29 novembre 1982, négociait par l'entremise de la Fédération
des professionnelles et professionnels des Cégeps et des
Collèges (C.E.Q.) pour le compte des professionnels à l'emploi
de ces Collèges.

Article 2-2.00 Reconnaissance

(L'article 2-2.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 2-2.01 Le Collège reconnaît le Syndicat comme représentant exclusif des professionnels qui font partie de l'unité de négociation aux fins de négocier et de signer une convention collective de travail et aux fins d'application de cette convention collective.
- 2-2.02 Le Syndicat reconnaît le droit au Collège de diriger, d'administrer et de gérer, sous réserve des dispositions de la présente convention.
- 2-2.03 Seul le Syndicat est habilité à nommer un ou des professionnels sur un comité du Collège si tel(s) professionnel(s) représente(nt) l'ensemble des professionnels ou un groupe de professionnels visés par les travaux du comité, sauf si la loi ou la convention collective y pourvoit autrement.
- 2-2.04 Aucune entente particulière entre un professionnel et le Collège ne peut avoir pour effet de modifier les dispositions de la présente convention, d'y ajouter ou d'y soustraire quoi que ce soit.
- 2-2.05 Les parties reconnaissent à la partie patronale négociante et à la partie syndicale négociante le droit de traiter de toute question relative à l'application et à l'interprétation des dispositions de la présente convention sans limiter le droit des parties reconnu à la présente convention. Ceci n'a pas pour effet de reconnaître à la partie patronale négociante et à la partie syndicale négociante le droit de grief et d'arbitrage.
- 2-2.06 Pour l'application des dispositions de la clause 2-2.05, les représentants de la partie syndicale négociante peuvent demander, par écrit, de rencontrer les représentants de la partie patronale négociante.

2-2.06 (suite) Ceux-ci sont tenus de recevoir les représentants de la partie syndicale négociante dans les dix (10) jours ouvrables de la demande.

De la même façon, les représentants de la partie patronale négociante peuvent demander, aux mêmes conditions et aux mêmes fins, de rencontrer les représentants de la partie syndicale négociante.

Toute entente intervenue après la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective entre la partie patronale négociante et la partie syndicale négociante ayant pour effet d'ajouter, de soustraire à la présente convention ou de la modifier, entre en vigueur au moment de la signature de cette entente par les parties.

2-2.07 Ni le Collège ni le Syndicat n'exerceront directement, ou indirectement des menaces, contraintes, discrimination ou distinctions injustes contre un professionnel à cause de sa race, de son origine ethnique ou sociale, de sa nationalité, de ses croyances, de son sexe, de son état de grossesse, de son orientation sexuelle, de sa situation parentale, de ses liens parentaux, de ses opinions, de ses activités politiques ou syndicales, de sa langue, de son état civil, de son âge, d'un handicap physique ou de l'exercice d'un droit ou de l'accomplissement d'une obligation que lui reconnaît ou impose la présente convention ou la loi.

2-2.08 Aucune menace, contrainte, discrimination ou distinctions injustes ne seront exercées contre un délégué syndical ou un représentant du Syndicat au cours ou à la suite de l'accomplissement de leurs fonctions respectives à ce titre.

2-2.09 a) Le Collège s'engage à établir, après consultation du C.R.T., un programme d'accès à l'égalité dans l'emploi.

b) Ce programme devra toucher les domaines suivants:

- l'embauche;
- les mouvements de personnel;
- la sécurité d'emploi;
- le perfectionnement.

- 2-2.09 (suite) c) Aucune mesure ne doit venir contrecarrer les objectifs de rationalisation et de remplacement prioritaire des effectifs en sécurité d'emploi.
- d) Aucun avis ultérieur de la Commission des droits de la personne du Québec ne peut avoir pour effet de réouvrir les conventions collectives en vigueur.

L'implantation de toute mesure d'accès à l'égalité est subordonnée à l'adoption et à l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 86, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne.

- 2-2.10 a) Le Collège et le Syndicat reconnaissent que le harcèlement sexuel constitue un acte répréhensible et s'efforcent d'en réprimer la pratique.
- b) Le Collège peut former un comité dont le rôle est de faire des recommandations sur tout sujet relatif au harcèlement sexuel. Ce comité peut regrouper des professeurs, des élèves, des professionnels, du personnel de soutien et des cadres.

Le comité est formé à la demande d'un de ces groupes et alors il détermine son mode de fonctionnement.

Article 3-5.00 Libérations pour activités syndicales provinciales

(L'article 3-5.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant).

3-5.01 Tout délégué officiel du Syndicat peut, sur demande écrite du Syndicat faite au Collège cinq (5) jours ouvrables à l'avance, s'absenter de son travail sans perte de traitement ni remboursement par le Syndicat, pour assister au Congrès ou au Conseil général de la C.E.Q., au Congrès ou au Conseil général de la Fédération des professionnels des cégeps et des collèges (F.P.C.C.).

Les demandes écrites prévues au paragraphe précédent doivent contenir le nom de la ou des personne(s) pour qui l'absence est demandée ainsi que la nature, la durée et l'endroit de l'activité syndicale justifiant la demande.

3-5.02 Les dispositions de la clause 3-5.01 s'appliquent aux professionnels membres du Bureau national de la C.E.Q. ou de l'exécutif de la F.P.C.C., à condition que l'organisme concerné en assure le remboursement.

3-5.03 Si un professionnel accède à des fonctions syndicales provinciales telles qu'il doit obtenir une libération, le Collège, sur demande adressée à cette fin, vingt et un (21) jours à l'avance, libère ce professionnel avec traitement remboursable par l'organisme concerné. Ce congé est renouvelable automatiquement d'année en année pour la durée du terme.

3-5.04 Lorsqu'un professionnel est nommé pour agir comme arbitre syndical, conformément à l'article 9-2.00, il est libéré avec traitement remboursable par l'organisme concerné, moyennant une demande adressée à cette fin au Collège, cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

- 3-5.05 Le professionnel libéré en vertu de la clause 3-5.03 peut reprendre son poste:
- a) si sa fonction syndicale provinciale est électorale, moyennant un préavis de vingt et un (21) jours;
 - b) si sa fonction syndicale provinciale est non électorale, moyennant un préavis d'un (1) mois.

3-5.06 Tout professionnel appelé à exercer une fonction syndicale non électorale telle qu'il doive obtenir une libération totale ou partielle de sa tâche hebdomadaire de plus d'un (1) mois, obtient sur avis adressé à cette fin trente (30) jours à l'avance, une libération sans traitement. Cette libération est renouvelable automatiquement après avis.

Toutefois, tout professionnel appelé à exercer une fonction syndicale telle qu'il doive obtenir une libération totale ou partielle de sa tâche hebdomadaire pour une période de moins de vingt (20) jours ouvrables obtient du Collège sur avis adressé à cette fin sept (7) jours à l'avance une libération avec traitement remboursable par l'organisme concerné.

3-5.07 A titre de remboursement de traitement prévu au présent article, le Syndicat paiera au Collège pour chaque jour ouvrable d'absence sans perte de traitement une somme égale à un deux cent soixantième (1/260e) du traitement du professionnel concerné.

3-5.08 Les sommes dues par le Syndicat au Collège à titre de remboursement de traitement seront payées, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de l'envoi au Syndicat par le Collège d'un état de compte détaillé, indiquant l'activité syndicale concernée, le nom des professionnels absents, la durée de leur absence et le montant des traitements à être remboursés.

3-5.09 Le professionnel libéré en vertu du présent article conserve son titre de professionnel ainsi que tous les droits et avantages qu'il retirerait s'il était en service.

3-5.10 L'horaire de travail du professionnel libéré en vertu du présent article n'est, en aucune façon, modifié du fait de ces libérations à moins d'entente entre les parties, dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00.

Article 4-2.00 Comité de relations de travail (C.R.T.)

(L'article 4-2.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 4-2.01 Sous réserve des dispositions à l'effet contraire, les parties reconnaissent que toute entente ou discussion sur un sujet prévu au présent article, ou sur une question relative à l'application et à l'interprétation de la présente convention collective, ou sur une question susceptible de maintenir, d'améliorer ou de développer les relations de travail, doit se faire selon la procédure prévue ci-après.
- 4-2.02 Dans les trente (30) jours ouvrables suivant la signature de la présente convention, et par la suite au moment de leur remplacement, chaque partie nomme trois (3) représentants habilités à la représenter et en informe l'autre par écrit.
- 4-2.03 Aucune entente ne peut avoir pour effet de modifier la présente convention, d'y ajouter ou d'y soustraire quoi que ce soit et lie le professionnel concerné, le Syndicat et le Collège. Toutefois, le professionnel n'est pas lié par une entente dans le cas d'un congédiement.
- 4-2.04
- a) Le président du Syndicat ou son substitut peut convoquer les représentants du Collège en envoyant un avis écrit à un représentant désigné par le Collège lui indiquant le ou les sujets à discuter.
 - b) Le représentant du Collège peut convoquer les représentants du Syndicat en envoyant un avis écrit au président du Syndicat lui indiquant le ou les sujets à discuter.
 - c) La partie qui convoque transmet en même temps que l'avis écrit les documents dont elle dispose et qu'elle juge pertinents au sujet de discussion.
- 4-2.05 Le professionnel dont le cas est discuté lors d'une rencontre prévue au présent article en est préalablement avisé par écrit par le Collège. A sa demande, le professionnel peut être entendu lors de cette rencontre et se faire accompagner par le délégué syndical.

- 4-2.06 Le Collège doit convoquer le Syndicat selon la procédure prévue au présent article avant de prendre une décision sur les sujets suivants:
- a) le projet d'un stagiaire, le contenu du travail et la supervision de ses activités;
 - b) le non-réengagement d'un professionnel régulier visé à la clause 5-1.03;
 - c) toute abolition de poste;
 - d) le surplus de personnel selon l'article 5-4.00;
 - e) la mutation d'un professionnel selon l'article 5-8.00;
 - f) les modifications de structures administratives;
 - g) toute exception à l'exclusivité des services d'un professionnel pendant ses heures régulières de travail;
 - h) les modifications substantielles aux tâches assignées à un professionnel;
 - i) une affectation provisoire d'un professionnel à un poste de cadre ou de professionnel;
 - j) la procédure d'avancement de classe selon l'article 6-6.00;
 - k) la répartition des jours fériés prévus à l'article 8-3.00;
 - l) un congé sans traitement référé selon l'article 8-7.00;
 - m) un congé sans traitement pour charge publique référé selon l'article 8-9.00;
 - n) les frais de déplacement selon l'article 8-13.00;
 - o) la tâche confiée pour plus de six (6) mois à un professionnel mis en disponibilité;
 - p) les conditions relatives au stationnement selon l'article 8-16.00.

- 4-2.07 Les parties doivent s'entendre par écrit dans les sept (7) jours ouvrables de l'avis de convocation ou dans un délai plus long si les parties en conviennent par écrit.
- 4-2.08 A défaut d'une telle entente, le Collège transmet par écrit au Syndicat et au professionnel visé, s'il y a lieu, sa décision motivée au plus tard dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai prévu à la clause 4-2.07. En outre, le Collège n'a pas à informer individuellement chaque professionnel visé par une décision de portée collective.
- Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, telles que des décisions impliquant d'autres catégories de personnel, le Collège bénéficie d'un délai plus long pour communiquer sa décision.
- 4-2.09 A toutes les clauses où il est expressément fait mention que c'est par entente entre les parties dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00, la clause 4-2.08 ne s'applique pas, en cas de désaccord.
- 4-2.10 Le procès-verbal d'une réunion du Comité de relations de travail doit être signé et adopté par les parties à la réunion suivante. Si une décision doit être appliquée sans délai, le procès-verbal peut être adopté séance tenante en tout ou en partie.
- Le procès-verbal contient l'ordre du jour, les attendus, les propositions et les résolutions.
- De plus, toute entente écrite et signée entre les parties doit être annexée au procès-verbal.
- 4-2.11 Avant de prendre une décision sur l'abolition d'un poste, le Collège fournit par écrit au Syndicat, au moment de la convocation, le ou les motifs qui entraînerait(ent) cette abolition ainsi que la ou les solutions qu'il entend appliquer.

Article 5-3.00 Poste de professionnel à combler

(L'article 5-3.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 5-3.01 Dans les quarante (40) jours ouvrables qui suivent le moment où un professionnel régulier a quitté définitivement son poste, le Collège doit prendre la décision de combler ce poste ou de le modifier ou de l'abolir.

Quand le Collège décide de combler par un professionnel régulier un poste de professionnel déclaré vacant ou tout nouveau poste de professionnel, il porte le fait à la connaissance des professionnels par voie d'affichage, en même temps qu'il procède à un concours à l'intérieur du Collège et, s'il y a lieu, à un concours public.

Toutefois, le Collège n'est pas tenu d'afficher lorsque le poste est comblé par mutation mais seulement après qu'il se soit assuré auprès du Bureau de placement qu'aucun professionnel mis en disponibilité au Collège ou dans un Collège de la même zone n'est en mesure d'obtenir le poste en vertu des dispositions de la convention collective. Dans l'affirmative, le Collège offre le poste au professionnel concerné.

L'avis d'affichage doit, entre autres, indiquer le corps d'emplois, le service auquel le poste est rattaché, les qualifications exigées par le Collège, les salaires minimal et maximal prévus à l'échelle de traitement et la date limite pour présenter sa candidature. L'affichage est d'une durée d'au moins dix (10) jours ouvrables et d'au plus vingt (20) jours ouvrables.

Sous réserve de l'application de la clause 5-6.03, lorsque le Collège décide d'effectuer un remplacement pour une période de plus de six (6) mois, il porte le fait à la connaissance des professionnels du Collège par affichage interne. L'affichage est d'une durée de cinq (5) jours ouvrables. De plus, le Collège n'a pas à transmettre copie de cet affichage au Bureau de placement.

- 5-3.02 Un professionnel qui comble de façon temporaire un poste vacant ou nouvellement créé reçoit le traitement rattaché à ce poste s'il est supérieur à celui rattaché à son poste régulier. Les mêmes dispositions s'appliquent lorsqu'un professionnel comble de façon temporaire un poste de cadre.

5-3.02 A l'expiration de l'affectation temporaire, le
(suite) professionnel reprend son poste avec tous les droits et
avantages, comme s'il ne l'avait pas quitté.

5-3.03 Le poste est offert par le Collège en tenant compte des
exigences qu'il requiert et selon l'ordre de priorité qui
suit; dans tous les cas, la langue d'enseignement du Col-
lège doit être considérée dans les exigences:

- a) d'abord au professionnel mis en disponibilité au Col-
lège et ce, conformément à la clause 5-6.04;
- b) ensuite, au professionnel mis en disponibilité par un
autre Collège de la même zone telle qu'établie à la
clause 5-4.10, et ce, conformément à la clause
5-6.04;
- c) ensuite, au professionnel mis en disponibilité par un
autre Collège d'une autre zone telle qu'établie à la
clause 5-4.10, et ce, conformément à la clause
5-6.04;
- d) ensuite, au professionnel mis en disponibilité par
une commission scolaire dans un établissement situé à
cinquante (50) kilomètres ou moins du Collège;
- e) ensuite, à un professionnel bénéficiant de la priori-
té d'emploi au Collège sous réserve de 5-5.02 b);
- f) ensuite, à un professionnel bénéficiant de la priori-
té d'emploi dans un autre Collège de la même zone
telle qu'établie à la clause 5-4.10 ou à un candidat
déjà à l'emploi du Collège ou à un professionnel visé
à la clause 8-9.02;
- g) ensuite, à un professionnel bénéficiant de la priori-
té d'emploi dans un autre Collège d'une autre zone
telle qu'établie à la clause 5-4.10;
- h) ensuite, à tout autre candidat qui n'est pas à l'em-
ploi du Collège.

5-3.04 Lorsqu'il y a plus d'un candidat à l'intérieur de l'une
ou l'autre des priorités mentionnées à la clause 5-3.03,
le Collège choisit le candidat le plus compétent s'il
possède les exigences requises.

5-3.04 (suite) S'il y a compétence égale à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées aux paragraphes a) et e) de la clause 5-3.03, l'ancienneté est le facteur déterminant.

S'il y a compétence égale à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées aux paragraphes b), c) et g) de la clause 5-3.03, l'ancienneté au crédit du professionnel à son Collège est le facteur déterminant.

S'il y a compétence égale à l'intérieur de la priorité mentionnée au paragraphe f) de la clause 5-3.03, le Collège accorde le poste à un professionnel, s'il y a lieu.

5-3.05 Le Collège affiche dans les meilleurs délais le nom de la personne choisie.

5-3.06 Le professionnel du Collège auquel le poste est attribué conserve les mêmes droits quant à l'avancement d'échelon, mais reçoit le traitement rattaché à son nouveau poste à compter de son entrée en fonction.

5-3.07 Le Collège ne peut obliger un professionnel à accepter une mutation sous réserve des dispositions de l'article 5-8.00 de la présente convention.

5-3.08 Dans tous les cas de poste de professionnel à combler, le Collège forme un comité bipartite de sélection sur lequel le Syndicat est invité par écrit, à nommer deux (2) professionnels. Ce comité a pour fonction:

- a) d'étudier les candidatures au poste à combler;
- b) de procéder aux entrevues nécessaires à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées à la clause 5-3.03;
- c) de remettre au Collège ses recommandations dans le délai fixé au moment de combler le poste.

Le Comité de sélection reçoit du Collège les qualifications exigées, la description du poste à combler et les candidatures ainsi que les documents y afférant.

A défaut par les représentants du Syndicat de compléter leur travail dans le délai fixé, le Collège procède.

Article 5-4.00 Surplus de personnel

(L'article 5-4.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

5-4.01 Un professionnel régulier qui n'a pas acquis la sécurité d'emploi peut être mis à pied à cause d'un surplus de personnel.

Un professionnel qui a acquis la sécurité d'emploi peut être mis en disponibilité à cause d'un surplus de personnel.

5-4.02 Le Collège peut déclarer un professionnel régulier en surplus de personnel suite à l'abolition justifiée d'un poste due à:

- a) soit une diminution significative de la clientèle constatée au 15 octobre;
- b) soit une modification des services à rendre à la clientèle; dans ce cas, le Collège peut déclarer un professionnel régulier en surplus dans la mesure où il crée un nouveau poste ou comble un poste vacant.

5-4.03 Aux fins d'application de l'alinéa a) de la clause 5-4.02, la procédure suivante doit être respectée:

- Lorsque le Collège envisage un surplus de personnel, il doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le 15 octobre, transmettre au Syndicat, entre autres, les informations suivantes:

le ou les corps d'emplois visés par ce surplus, une copie des prévisions budgétaires ainsi que les documents et les données officiels relatifs à l'ensemble de la clientèle inscrite à l'enseignement régulier (étudiant inscrit à tout programme de niveau collégial aux sessions régulières décrit dans les cahiers de l'enseignement collégial) et à l'éducation aux adultes (étudiant inscrit au cours et programme apparaissant dans les cahiers de l'enseignement collégial et dans les programmes de formation sur mesure) et transmis au Ministère.

5-4.03
(suite)

Pour l'étudiant inscrit à l'éducation aux adultes, chaque 600 heures de formation ci-haut décrite compte pour un étudiant à temps complet. Pour l'étudiant inscrit à l'enseignement régulier, le nombre d'étudiants est traduit en équivalent temps complet.

- Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la transmission des informations prévues à l'alinéa précédent, le Collège doit convoquer le Syndicat dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00.

Le Syndicat et le Collège doivent alors tenter d'en arriver à une entente sur l'application des mécanismes appropriés prévus à la présente convention afin d'éviter le surplus de personnel ou à défaut la mise à pied ou la mise en disponibilité.

5-4.04 Aux fins d'application de l'alinéa b) de la clause 5-4.02, la procédure suivante doit être respectée:

- Lorsque le Collège envisage un surplus de personnel, il doit convoquer le Syndicat dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00 en indiquant le ou les corps d'emplois visés par ce surplus. Dans ce cas, le délai prévu à la clause 4-2.07 est de douze (12) jours ouvrables.
- Au moment de la convocation du Syndicat prévue au paragraphe précédent, le Collège doit transmettre les informations pertinentes et les motifs justifiant la modification des services à rendre à la clientèle, ainsi que les motifs qui empêchent le Collège de procéder selon les dispositions de l'article 5-8.00 (mutation).

Le Syndicat et le Collège doivent alors tenter d'en arriver à une entente sur l'application des mécanismes appropriés prévus à la présente convention afin d'éviter le surplus de personnel ou à défaut la mise à pied ou la mise en disponibilité.

5-4.05 Lorsque le Collège procède à une déclaration de surplus de personnel dans un ou des corps d'emplois l'ordre suivant doit être respecté dans chacun des corps d'emplois ou dans chacun des secteurs d'activités s'il s'agit des corps d'emplois de SMTE (bibliothèque ou audio-visuel), d'analyste (informatique ou organisation et méthodes), d'attaché d'administration (gestion du personnel ou administration) ou d'animateur d'activités étudiantes (activités socio-culturelles ou activités sportives).

- 5-4.05 (suite)
- a) mettre fin à l'emploi des professionnels temporaires surnuméraires. Cette fin d'emploi prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours ou au moment prévu lors de l'engagement;
 - b) mettre fin à l'emploi des professionnels qui n'ont pas acquis la priorité d'emploi. Cette fin d'emploi prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours;
 - c) mettre à pied les professionnels réguliers ayant acquis la priorité d'emploi, en commençant par celui qui a le moins d'ancienneté et, à ancienneté égale, par celui qui a le moins d'expérience, selon les critères de la présente convention; cette mise à pied prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours;
 - d) mettre en disponibilité les professionnels réguliers à temps complet ayant acquis la sécurité d'emploi et les professionnels couverts par la clause 5-6.08, en commençant par celui qui a le moins d'ancienneté et, à ancienneté égale, par celui qui a le moins d'expérience selon les critères de la présente convention; cette mise en disponibilité prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours.

Il est entendu que le poste d'un professionnel qui a obtenu un congé ou une libération en vertu de la présente convention et qui a un droit de retour à son poste, est soumis aux dispositions de la présente convention et que le professionnel concerné est régi par les dispositions du présent article.

5-4.06 Une copie du préavis mentionné aux alinéas c) et d) de la clause 5-4.05 est transmise au Syndicat et au Bureau de placement.

5-4.07 Le Collège s'engage à:

- a) transmettre au Bureau de placement les avis de poste vacant sous réserve de l'application de l'article 5-3.00 de la présente convention, et ce, uniquement dans les cas de postes réguliers à temps complet;

- 5-4.07 (suite) b) étudier les candidatures transmises par le Bureau de placement et appliquer les stipulations des articles 5-3.00, 5-5.00 ou 5-6.00, selon le cas, de la présente convention;
- c) informer le Bureau de placement d'une offre d'emploi faite à un professionnel mis à pied ou mis en disponibilité par le Collège et indiquer s'il y a acceptation ou refus;
- d) informer le Bureau de placement d'une offre d'emploi faite à un candidat dont la candidature a été transmise par ce Bureau;
- e) transmettre les informations demandées par le Bureau de placement.
- 5-4.08 Si, dans les dix (10) jours de la transmission d'un avis de poste vacant prévu en 5-4.07 a), le Bureau de placement n'a pu référer de candidat, le Collège n'a pas à procéder selon les dispositions des articles 5-4.00, 5-5.00 et 5-6.00 pour embaucher le personnel requis dans le cas visé.
- 5-4.09 Le Collège peut offrir une préretraite à un professionnel qui y est admissible à la condition que cette préretraite évite ou annule une mise en disponibilité. Ceci peut impliquer la mutation d'un ou de plusieurs professionnels.
- a) En acceptant de bénéficier de la préretraite, le professionnel donne au Collège sa démission qui est effective à la date à laquelle la préretraite prend fin.
- b) Les dates de début et de fin de la préretraite sont arrêtées après entente entre le Collège et le professionnel.
- c) En aucun temps, la durée de la préretraite ne peut excéder douze (12) mois.
- d) Le professionnel en préretraite continue de recevoir son traitement et de bénéficier des avantages de la convention collective comme s'il était au travail. Une telle préretraite est considérée comme du service continu aux fins du régime de retraite.
- 5-4.10 Les zones applicables en vertu des articles 5-3.00, 5-5.00 et 5-6.00 sont décrites à l'annexe "B".

Article 5-6.00 Sécurité d'emploi

(L'article 5-6.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 5-6.01 Le présent article s'applique au professionnel mis en disponibilité qui remplit les exigences prévues à la clause 5-6.02.
- 5-6.02 Le droit à la sécurité d'emploi est acquis par le professionnel à temps complet qui remplit toutes les exigences suivantes:
- il a complété les périodes d'engagement prévues à la clause 5-1.03;
 - il a acquis douze (12) mois d'ancienneté;
 - il a cumulé au total vingt-quatre (24) mois de service actif.
- 5-6.03 Le professionnel mis en disponibilité conserve son lien d'emploi avec le Collège et tous ses droits jusqu'à ce qu'il soit relocalisé ou qu'il perde sa sécurité d'emploi selon les dispositions du présent article ou qu'il démissionne du Collège; en attendant, le Collège peut lui confier toute tâche de nature professionnelle compatible avec sa compétence.

De plus, le Collège peut demander au professionnel mis en disponibilité d'accomplir toute tâche de nature professionnelle compatible avec sa compétence chez un autre employeur. Dans ce cas, le professionnel peut refuser ce prêt de service.

Le prêt de service dans un Collège de la même zone se fait aux conditions suivantes:

- a) il est fait pour au moins une session régulière d'enseignement (automne, hiver) et dans un seul Collège à la fois;
- b) l'affectation du professionnel doit lui être signifiée au plus tard une (1) semaine complète avant le début de la session d'enseignement concernée;

- 5-6.03 (suite) c) telle affectation n'invalide pas le droit ou l'obligation du professionnel d'obtenir ou d'accepter un poste régulier qui lui est offert en cours d'affectation;
- d) telle affectation implique que le professionnel emporte sa pleine disponibilité à cet autre Collège même si telle affectation est à temps partiel.
- 5-6.04 a) Lorsqu'un poste de professionnel est déclaré vacant par le Collège, le professionnel du Collège qui est mis en disponibilité est automatiquement inscrit comme candidat à ce poste. La procédure de nomination est régulièrement suivie et ce professionnel obtient le poste selon les priorités prévues aux clauses 5-3.03 et 5-3.04.
- b) Dans le cas où un poste de professionnel est déclaré vacant dans un autre Collège et que la candidature du professionnel a été soumise par le Bureau de placement, ce professionnel obtient le poste selon les priorités prévues aux clauses 5-3.03 et 5-3.04.
- c) Dans le cas où un poste de professionnel est déclaré vacant dans un établissement d'une commission scolaire située à cinquante (50) kilomètres ou moins du Collège et que la candidature du professionnel a été soumise par le Bureau de placement, ce professionnel obtient le poste selon les priorités prévues à la convention collective de ce nouvel employeur.
- 5-6.05 Aux fins d'application de la clause 5-6.04, lorsque le corps d'emplois du poste déclaré vacant est le même que celui du professionnel mis en disponibilité, ce dernier est réputé posséder les exigences requises pour le poste et se voit offrir ce poste, conformément aux clauses 5-3.03 et 5-3.04 et ce, sous réserve des exigences relatives à la langue d'enseignement du Collège.

Malgré ce qui précède, pour les corps d'emplois de S.M.T.E. (bibliothèque ou audio-visuel), d'analyste (informatique ou organisation et méthodes), d'attaché d'administration (gestion du personnel ou administration) ou d'animateur d'activités étudiantes (activités socio-culturelles ou activités sportives), le professionnel est réputé posséder les exigences requises lorsque son secteur d'activités est le même que celui du poste déclaré vacant.

5-6.06 Le professionnel mis en disponibilité à qui une offre d'emploi est faite par son Collège ou par un Collège de la même zone que celle du Collège l'ayant mis en disponibilité ou par une commission scolaire dans un établissement situé à cinquante (50) kilomètres ou moins du Collège l'ayant mis en disponibilité, bénéficie d'un délai de dix (10) jours ouvrables pour accepter ou refuser ce poste. L'absence de réponse est considérée comme un refus.

Dans le cas d'un Collège d'une autre zone, le délai est de quinze (15) jours ouvrables.

Les délais prévus à la présente clause sont comptés à partir de la date de la réception de l'offre d'emploi ou, le cas échéant, de la date de l'avis de livraison de cette offre d'emploi.

5-6.07 A compter de la date de sa mise en disponibilité et tant qu'il demeure en disponibilité, le professionnel:

- a) doit accepter dans son Collège toute tâche de nature professionnelle compatible avec sa compétence et ce, conformément à la clause 5-6.03;
- b) doit accepter tout poste qui lui est offert par son Collège ou un Collège de sa zone ou un établissement d'une commission scolaire situé à cinquante (50) kilomètres ou moins de son Collège, à défaut de quoi, il est considéré comme ayant remis sa démission, sous réserve des dispositions de la clause 5-6.10;
- c) peut refuser tout poste qui est offert par un Collège d'une autre zone. S'il accepte un tel poste, il a droit à une prime de déplacement équivalente à deux (2) mois de son traitement ainsi qu'aux frais de déménagement prévus à la clause 5-7.04.

De plus, un professionnel qui accepte un poste en dehors de sa zone a droit, si le Collège d'où provient le professionnel est seul dans sa zone, à une prime additionnelle de déplacement équivalente à deux (2) mois de son traitement.

La relocalisation obligatoire d'un professionnel selon le sous-paragraphe b) de la présente clause ne peut l'amener à quitter la zone où il se situe à la date d'entrée en vigueur de la convention collective.

5-6.08 A la demande du professionnel ayant acquis la sécurité d'emploi, le Collège peut, en tenant compte des exigences du service, abolir le poste à temps complet de ce professionnel et ouvrir un poste à temps partiel, lequel poste est octroyé à ce professionnel qui est alors régi par les dispositions de la convention collective s'appliquant aux professionnels à temps partiel.

Advenant un surplus de personnel, ce professionnel bénéficie des dispositions de la sécurité d'emploi prévues au présent article. Toutefois, il continue de recevoir le traitement régulier qu'il recevait au moment de sa mise en disponibilité.

5-6.09 Lorsqu'un professionnel est relocalisé selon les dispositions du présent article, il transporte chez son nouvel employeur les droits suivants:

- a) son ancienneté;
- b) ses années de service (et les avantages qui s'y rattachent);
- c) son statut de sécuritaire;
- d) sa banque de congés-maladie non monnayables;
- e) la date à laquelle il aura droit à un avancement d'échelon;
- f) sa classe et son échelon, s'il demeure à l'intérieur du même corps d'emplois;
- g) le nombre de jours de vacances auquel il a droit, s'il est supérieur à celui prévu à la clause 8-4.01.

De même, il est considéré comme ayant remis sa démission à son ancien employeur.

5-6.10 Au moment de sa mise en disponibilité et en tout temps au cours de sa mise en disponibilité, le professionnel peut bénéficier d'une prime de séparation équivalente à un (1) mois de son traitement par année de service complétée jusqu'à concurrence d'un maximum de six (6) mois de traitement. Cette prime est administrée et versée par le Bureau de placement.

Le fait d'accepter une prime de séparation est considéré comme une démission et exclut ce professionnel du secteur de l'éducation pour une durée d'une (1) année. Une telle prime ne peut être payée qu'une seule fois à un professionnel dans le secteur de l'éducation.

5-6.10 (suite) Toutefois, lorsque le professionnel perd sa sécurité d'emploi à cause d'un refus de poste, il peut refuser une telle prime. Dans ce cas, il bénéficie à compter de ce refus, des dispositions relatives à la priorité d'emploi et il n'est pas considéré comme ayant remis sa démission, mais il cesse de recevoir son traitement et il est mis à pied.

5-6.11 a) Lorsqu'un professionnel mis en disponibilité considère que les droits qui lui sont reconnus aux clauses 5-4.07 b), 5-6.04 et 5-6.05 de la présente convention n'ont pas été respectés, il peut soumettre une plainte au premier président prévu à la clause 9-2.08 de la présente convention collective.

b) Cette plainte doit être soumise dans les vingt et un (21) jours de l'événement qui y donne naissance pour être étudiée par un tribunal d'arbitrage spécial formé comme suit:

- un (1) arbitre nommé par la partie patronale négociante;
- un (1) arbitre nommé par la partie syndicale négociante;
- et un (1) président choisi par les parties négociantes ou, à défaut d'entente, nommé par le ministre du Travail.

c) La décision arbitrale unanime ou majoritaire lie le ou les Collèges concernés, le professionnel et le ou les Syndicats concernés.

5-6.12 Lorsqu'un professionnel mis en disponibilité doit se présenter à une entrevue de sélection, il a droit au remboursement de ses frais de déplacement et de séjour s'il y a lieu, selon les normes en vigueur chez l'employeur qui le convoque.

Article 5-8.00 Mutation

(L'article 5-8.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 5-8.01 Sous réserve des dispositions du troisième alinéa de la clause 5-3.01, lorsque le Collège décide de combler un poste vacant ou un nouveau poste, il peut procéder à une ou des mutations parmi les professionnels réguliers selon les dispositions du présent article.
- 5-8.02 Lorsque le Collège décide de réorganiser ses services et que cette réorganisation touche le secteur d'activités où oeuvre un professionnel ou qu'il décide de modifier les services à rendre à la clientèle, il peut procéder, s'il y a lieu, à une ou des mutations parmi les professionnels réguliers selon les dispositions du présent article.
- 5-8.03 Dans les cas prévus à la clause 5-8.02, le Collège prépare un plan des modifications comprenant les mutations envisagées et en discute avec le Syndicat dans le cadre des procédures prévu à l'article 4-2.00. A cet effet, les parties peuvent convenir de former un comité d'étude.
- 5-8.04 Dès que les parties se sont entendues sur la ou les mutation(s) ou, à défaut d'entente, dès que le Collège a rendu sa décision et en a transmis une copie au Syndicat, le Collège procède.
- 5-8.05 Toute mutation résultant de l'application des clauses 5-8.01 et 5-8.02 est obligatoire pour le professionnel concerné, à moins qu'il ne réponde pas aux qualifications requises au plan de classification pour le corps d'emplois dans lequel est classifié le poste où le Collège désire muter ce professionnel.

Lorsque la mutation affecte un corps d'emplois où il y a plus d'un (1) professionnel, le Collège offre la mutation au professionnel de ce corps d'emplois possédant le plus d'ancienneté. Si celui-ci refuse la mutation, le Collège l'offre au suivant selon l'ordre d'ancienneté parmi les professionnels du corps d'emplois concerné. En cas de refus des autres professionnels, le professionnel possédant le moins d'ancienneté parmi les professionnels du corps d'emplois concerné doit accepter cette mutation.

5-8.05 Aux fins de l'application de la présente clause, le Collège procède par secteurs d'activités lorsqu'il s'agit des corps d'emplois de S.M.T.E., d'analyste, d'attaché d'administration ou d'animateur d'activités étudiantes.

Article 1

Le présent contrat est conclu en vertu de l'article 103 de la Loi sur l'accès à l'information et de l'article 104 de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Article 2

Tout personnel de la fonction publique qui est affecté à un poste de travail dans le cadre de ce contrat est assujéti aux conditions de travail suivantes :

- 1) Un régime de retraite qui est régi par la Loi sur la retraite de la fonction publique.
- 2) Les avantages sociaux qui sont régis par la Loi sur les avantages sociaux de la fonction publique.
- 3) Tous les services dont les employés de la fonction publique ont droit.
- 4) Tous les services à certains jours fériés et à certains jours de congé.
- 5) Tous les services aux organismes communautaires.

Dans tous les cas, le Collège et le personnel concerné doivent respecter leurs obligations.

(Les annexes suivantes sont ajoutées aux dispositions constituant des conventions collectives)

Annexe H

Entre le 1er mars 1983 et le 28 février 1984, le nombre de professionnels mis en disponibilité dans les collèges et couverts par la présente lettre d'entente ne pourra excéder celui constaté le 1er janvier 1983 soit: trente (30).

Annexe I

Pour permettre la résorption du personnel professionnel mis en disponibilité dans les collèges, un professionnel et le Collège peuvent convenir de l'une ou l'autre des mesures suivantes.

- 1) Un congé sabbatique par traitement différé dont les conditions sont déterminées par l'employeur;
- 2) Une retraite anticipée d'une durée maximale de cinq (5) ans pour celui qui satisfait aux conditions d'admissibilité à la retraite ou qui devient admissible à la retraite par l'octroi d'un crédit maximum de cinq (5) années de service. Les conditions de telle retraite anticipée sont déterminées par l'employeur;
- 3) Prêt de services dans les emplois de la Fonction publique autres que réguliers;
- 4) Prêt de services à certains pays étrangers et à certaines provinces canadiennes;
- 5) Prêt de services aux organismes communautaires.

Dans tous les cas, le Collège et le professionnel concerné doivent donner leur accord écrit.

Annexe J

Les parties provinciales conviennent de constituer un comité technique afin de procéder à une vérification des textes des dispositions constituant des conventions collectives pour y corriger, le cas échéant, les erreurs ou omissions.

Le comité technique devra en outre s'assurer que toutes les concordances sont faites dans les textes suite aux modifications introduites par la présente lettre d'entente.

La présente lettre d'entente entre en vigueur le jour de sa signature par les parties locales. Elle n'a aucun effet rétroactif.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le 18^e jour du mois de novembre 1983.

POUR LE COMITE PATRONAL
DE NEGOCIATION DES COLLEGES

[Signature]
[Signature]

POUR LA FEDERATION DES
PROFESSIONNELS DES CEGEPS
ET DES COLLEGES (C.E.Q.)

[Signature]
[Signature]

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce _____ jour du mois de _____ 1983.

LE COLLEGE

LE SYNDICAT

La présente lettre d'entente entre en vigueur le jour de sa signature par les parties locales. Elle n'a aucun effet rétroactif.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le 18^e jour du mois de novembre 1983.

POUR LE COMITE PATRONAL
DE NEGOCIATION DES COLLEGES

Judith Blais
J. L.

POUR LA FEDERATION DES
PROFESSIONNELS DES CEGEPS
ET DES COLLEGES (C.E.Q.)

J. M.
Marie Perreault

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 6^e jour du mois de Décembre 1983.

J. Michèle Duguay
Dany Bouchard

LE COLLEGE

C.E.G.E.P. SAINTE-FOY

Jean-Marc Loisel
Roland Roy
Christiane Carrière-Boudon

LE SYNDICAT

SYNDICAT DES PROFESSIONNELS DU
C.E.G.E.P. STE-FOY



Gouvernement du Québec
Bureau du commissaire
général du travail

DÉPÔT

Dépôt N°: 8 4 0 1 2 4 8

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-04
Date	Signature: 83-12-06 Réception: 84-01-13	Durée	Du: 83-04-02 Au: 85-12-31
Nombre de salariés régis par la convention collective			25

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professionnels du C.E.G.E.P. de Ste-Foy	<input type="checkbox"/> Déposant C.E.G.E.P. Ste-Foy 2410, Chemin Ste-Foy Sainte-Foy, Qc

Unité de négociation

OBJET: Lettre d'entente No. 1, modifiant les textes des dispositions constituant des conventions collectives entrant en vigueur le 2 avril 83 35 reproduites dans les documents sessionnels 650 et 653. Les articles concernés par cette lettre sont: 2-2.00 (reconnaissance); 3-5.00 (libérations pour activités syndicales provinciales); 4-2.00 (comité de relations de travail); 5-3.00 (Poste de professionnel à combler); 5-4.00 (surplus de personnel) 5-6.00 (sécurité d'emploi).

Région	03-03	Activité	8050-10	Affiliation	CEQ(2)
--------	-------	----------	---------	-------------	--------

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 Voir au verso pour les codes

Remarques

DEPOSANT: X
Fédération des Professionnelles et Professionnels des Cégeps et des Collèges
2336, Chemin Ste-Foy
Sainte-Foy, Qc
G1V 1S5

Pour le commissaire général du travail

Signature	Date
<i>Stéphane J. J. J.</i>	84-01-30

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

LETTRE D'ENTENTE NUMERO 1

ms

Q12853-04

JUN 13 11 27

LETTRE D'ENTENTE MODIFIANT LES TEXTES DES DISPOSITIONS
CONSTITUANT DES CONVENTIONS COLLECTIVES ENTRANT EN VIGUEUR
LE 2 AVRIL 1983 ET REPRODUITES DANS LES DOCUMENTS SESSIONNELS
NUMEROS 650 ET 653

LIANT

d'une part, chacun des collèges d'enseignement général et
professionnel

ET

d'autre part, chacune des associations accréditées qui, le
29 novembre 1982, négociait par l'entremise de la Fédération
des professionnelles et professionnels des Cégeps et des
Collèges (C.E.Q.) pour le compte des professionnels à l'emploi
de ces Collèges.

Article 2-2.00 Reconnaissance

(L'article 2-2.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 2-2.01 Le Collège reconnaît le Syndicat comme représentant exclusif des professionnels qui font partie de l'unité de négociation aux fins de négocier et de signer une convention collective de travail et aux fins d'application de cette convention collective.
- 2-2.02 Le Syndicat reconnaît le droit au Collège de diriger, d'administrer et de gérer, sous réserve des dispositions de la présente convention.
- 2-2.03 Seul le Syndicat est habilité à nommer un ou des professionnels sur un comité du Collège si tel(s) professionnel(s) représente(nt) l'ensemble des professionnels ou un groupe de professionnels visés par les travaux du comité, sauf si la loi ou la convention collective y pourvoit autrement.
- 2-2.04 Aucune entente particulière entre un professionnel et le Collège ne peut avoir pour effet de modifier les dispositions de la présente convention, d'y ajouter ou d'y soustraire quoi que ce soit.
- 2-2.05 Les parties reconnaissent à la partie patronale négociante et à la partie syndicale négociante le droit de traiter de toute question relative à l'application et à l'interprétation des dispositions de la présente convention sans limiter le droit des parties reconnu à la présente convention. Ceci n'a pas pour effet de reconnaître à la partie patronale négociante et à la partie syndicale négociante le droit de grief et d'arbitrage.
- 2-2.06 Pour l'application des dispositions de la clause 2-2.05, les représentants de la partie syndicale négociante peuvent demander, par écrit, de rencontrer les représentants de la partie patronale négociante.

2-2.06 (suite) Ceux-ci sont tenus de recevoir les représentants de la partie syndicale négociante dans les dix (10) jours ouvrables de la demande.

De la même façon, les représentants de la partie patronale négociante peuvent demander, aux mêmes conditions et aux mêmes fins, de rencontrer les représentants de la partie syndicale négociante.

Toute entente intervenue après la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective entre la partie patronale négociante et la partie syndicale négociante ayant pour effet d'ajouter, de soustraire à la présente convention ou de la modifier, entre en vigueur au moment de la signature de cette entente par les parties.

2-2.07 Ni le Collège ni le Syndicat n'exerceront directement, ou indirectement des menaces, contraintes, discrimination ou distinctions injustes contre un professionnel à cause de sa race, de son origine ethnique ou sociale, de sa nationalité, de ses croyances, de son sexe, de son état de grossesse, de son orientation sexuelle, de sa situation parentale, de ses liens parentaux, de ses opinions, de ses activités politiques ou syndicales, de sa langue, de son état civil, de son âge, d'un handicap physique ou de l'exercice d'un droit ou de l'accomplissement d'une obligation que lui reconnaît ou impose la présente convention ou la loi.

2-2.08 Aucune menace, contrainte, discrimination ou distinctions injustes ne seront exercées contre un délégué syndical ou un représentant du Syndicat au cours ou à la suite de l'accomplissement de leurs fonctions respectives à ce titre.

2-2.09 a) Le Collège s'engage à établir, après consultation du C.R.T., un programme d'accès à l'égalité dans l'emploi.

b) Ce programme devra toucher les domaines suivants:

- l'embauche;
- les mouvements de personnel;
- la sécurité d'emploi;
- le perfectionnement.

- 2-2.09 (suite) c) Aucune mesure ne doit venir contrecarrer les objectifs de rationalisation et de remplacement prioritaire des effectifs en sécurité d'emploi.
- d) Aucun avis ultérieur de la Commission des droits de la personne du Québec ne peut avoir pour effet de réouvrir les conventions collectives en vigueur.

L'implantation de toute mesure d'accès à l'égalité est subordonnée à l'adoption et à l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 86, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne.

- 2-2.10 a) Le Collège et le Syndicat reconnaissent que le harcèlement sexuel constitue un acte répréhensible et s'efforcent d'en réprimer la pratique.
- b) Le Collège peut former un comité dont le rôle est de faire des recommandations sur tout sujet relatif au harcèlement sexuel. Ce comité peut regrouper des professeurs, des élèves, des professionnels, du personnel de soutien et des cadres.

Le comité est formé à la demande d'un de ces groupes et alors il détermine son mode de fonctionnement.

Article 3-5.00 Libérations pour activités syndicales provinciales

(L'article 3-5.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant).

3-5.01 Tout délégué officiel du Syndicat peut, sur demande écrite du Syndicat faite au Collège cinq (5) jours ouvrables à l'avance, s'absenter de son travail sans perte de traitement ni remboursement par le Syndicat, pour assister au Congrès ou au Conseil général de la C.E.Q., au Congrès ou au Conseil général de la Fédération des professionnels des cégeps et des collèges (F.P.C.C.).

Les demandes écrites prévues au paragraphe précédent doivent contenir le nom de la ou des personne(s) pour qui l'absence est demandée ainsi que la nature, la durée et l'endroit de l'activité syndicale justifiant la demande.

3-5.02 Les dispositions de la clause 3-5.01 s'appliquent aux professionnels membres du Bureau national de la C.E.Q. ou de l'exécutif de la F.P.C.C., à condition que l'organisme concerné en assure le remboursement.

3-5.03 Si un professionnel accède à des fonctions syndicales provinciales telles qu'il doit obtenir une libération, le Collège, sur demande adressée à cette fin, vingt et un (21) jours à l'avance, libère ce professionnel avec traitement remboursable par l'organisme concerné. Ce congé est renouvelable automatiquement d'année en année pour la durée du terme.

3-5.04 Lorsqu'un professionnel est nommé pour agir comme arbitre syndical, conformément à l'article 9-2.00, il est libéré avec traitement remboursable par l'organisme concerné, moyennant une demande adressée à cette fin au Collège, cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

- 3-5.05 Le professionnel libéré en vertu de la clause 3-5.03 peut reprendre son poste:
- a) si sa fonction syndicale provinciale est électorale, moyennant un préavis de vingt et un (21) jours;
 - b) si sa fonction syndicale provinciale est non électorale, moyennant un préavis d'un (1) mois.
- 3-5.06 Tout professionnel appelé à exercer une fonction syndicale non électorale telle qu'il doive obtenir une libération totale ou partielle de sa tâche hebdomadaire de plus d'un (1) mois, obtient sur avis adressé à cette fin trente (30) jours à l'avance, une libération sans traitement. Cette libération est renouvelable automatiquement après avis.
- Toutefois, tout professionnel appelé à exercer une fonction syndicale telle qu'il doive obtenir une libération totale ou partielle de sa tâche hebdomadaire pour une période de moins de vingt (20) jours ouvrables obtient du Collège sur avis adressé à cette fin sept (7) jours à l'avance une libération avec traitement remboursable par l'organisme concerné.
- 3-5.07 A titre de remboursement de traitement prévu au présent article, le Syndicat paiera au Collège pour chaque jour ouvrable d'absence sans perte de traitement une somme égale à un deux cent soixantième (1/260e) du traitement du professionnel concerné.
- 3-5.08 Les sommes dues par le Syndicat au Collège à titre de remboursement de traitement seront payées, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de l'envoi au Syndicat par le Collège d'un état de compte détaillé, indiquant l'activité syndicale concernée, le nom des professionnels absents, la durée de leur absence et le montant des traitements à être remboursés.

3-5.09 Le professionnel libéré en vertu du présent article conserve son titre de professionnel ainsi que tous les droits et avantages qu'il retirerait s'il était en service.

3-5.10 L'horaire de travail du professionnel libéré en vertu du présent article n'est, en aucune façon, modifié du fait de ces libérations à moins d'entente entre les parties, dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00.

Article 4-2.00 Comité de relations de travail (C.R.T.)

(L'article 4-2.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 4-2.01 Sous réserve des dispositions à l'effet contraire, les parties reconnaissent que toute entente ou discussion sur un sujet prévu au présent article, ou sur une question relative à l'application et à l'interprétation de la présente convention collective, ou sur une question susceptible de maintenir, d'améliorer ou de développer les relations de travail, doit se faire selon la procédure prévue ci-après.
- 4-2.02 Dans les trente (30) jours ouvrables suivant la signature de la présente convention, et par la suite au moment de leur remplacement, chaque partie nomme trois (3) représentants habilités à la représenter et en informe l'autre par écrit.
- 4-2.03 Aucune entente ne peut avoir pour effet de modifier la présente convention, d'y ajouter ou d'y soustraire quoi que ce soit et lie le professionnel concerné, le Syndicat et le Collège. Toutefois, le professionnel n'est pas lié par une entente dans le cas d'un congédiement.
- 4-2.04
- a) Le président du Syndicat ou son substitut peut convoquer les représentants du Collège en envoyant un avis écrit à un représentant désigné par le Collège lui indiquant le ou les sujets à discuter.
 - b) Le représentant du Collège peut convoquer les représentants du Syndicat en envoyant un avis écrit au président du Syndicat lui indiquant le ou les sujets à discuter.
 - c) La partie qui convoque transmet en même temps que l'avis écrit les documents dont elle dispose et qu'elle juge pertinents au sujet de discussion.
- 4-2.05 Le professionnel dont le cas est discuté lors d'une rencontre prévue au présent article en est préalablement avisé par écrit par le Collège. A sa demande, le professionnel peut être entendu lors de cette rencontre et se faire accompagner par le délégué syndical.

4-2.06 Le Collège doit convoquer le Syndicat selon la procédure prévue au présent article avant de prendre une décision sur les sujets suivants:

- a) le projet d'un stagiaire, le contenu du travail et la supervision de ses activités;
- b) le non-réengagement d'un professionnel régulier visé à la clause 5-1.03;
- c) toute abolition de poste;
- d) le surplus de personnel selon l'article 5-4.00;
- e) la mutation d'un professionnel selon l'article 5-8.00;
- f) les modifications de structures administratives;
- g) toute exception à l'exclusivité des services d'un professionnel pendant ses heures régulières de travail;
- h) les modifications substantielles aux tâches assignées à un professionnel;
- i) une affectation provisoire d'un professionnel à un poste de cadre ou de professionnel;
- j) la procédure d'avancement de classe selon l'article 6-6.00;
- k) la répartition des jours fériés prévus à l'article 8-3.00;
- l) un congé sans traitement référé selon l'article 8-7.00;
- m) un congé sans traitement pour charge publique référé selon l'article 8-9.00;
- n) les frais de déplacement selon l'article 8-13.00;
- o) la tâche confiée pour plus de six (6) mois à un professionnel mis en disponibilité;
- p) les conditions relatives au stationnement selon l'article 8-16.00.

4-2.07 Les parties doivent s'entendre par écrit dans les sept (7) jours ouvrables de l'avis de convocation ou dans un délai plus long si les parties en conviennent par écrit.

4-2.08 A défaut d'une telle entente, le Collège transmet par écrit au Syndicat et au professionnel visé, s'il y a lieu, sa décision motivée au plus tard dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai prévu à la clause 4-2.07. En outre, le Collège n'a pas à informer individuellement chaque professionnel visé par une décision de portée collective.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, telles que des décisions impliquant d'autres catégories de personnel, le Collège bénéficie d'un délai plus long pour communiquer sa décision.

4-2.09 A toutes les clauses où il est expressément fait mention que c'est par entente entre les parties dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00, la clause 4-2.08 ne s'applique pas, en cas de désaccord.

4-2.10 Le procès-verbal d'une réunion du Comité de relations de travail doit être signé et adopté par les parties à la réunion suivante. Si une décision doit être appliquée sans délai, le procès-verbal peut être adopté séance tenante en tout ou en partie.

Le procès-verbal contient l'ordre du jour, les attendus, les propositions et les résolutions.

De plus, toute entente écrite et signée entre les parties doit être annexée au procès-verbal.

4-2.11 Avant de prendre une décision sur l'abolition d'un poste, le Collège fournit par écrit au Syndicat, au moment de la convocation, le ou les motifs qui entraînerait(ent) cette abolition ainsi que la ou les solutions qu'il entend appliquer.

Article 5-3.00 Poste de professionnel à combler

(L'article 5-3.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 5-3.01 Dans les quarante (40) jours ouvrables qui suivent le moment où un professionnel régulier a quitté définitivement son poste, le Collège doit prendre la décision de combler ce poste ou de le modifier ou de l'abolir.

Quand le Collège décide de combler par un professionnel régulier un poste de professionnel déclaré vacant ou tout nouveau poste de professionnel, il porte le fait à la connaissance des professionnels par voie d'affichage, en même temps qu'il procède à un concours à l'intérieur du Collège et, s'il y a lieu, à un concours public.

Toutefois, le Collège n'est pas tenu d'afficher lorsque le poste est comblé par mutation mais seulement après qu'il se soit assuré auprès du Bureau de placement qu'aucun professionnel mis en disponibilité au Collège ou dans un Collège de la même zone n'est en mesure d'obtenir le poste en vertu des dispositions de la convention collective. Dans l'affirmative, le Collège offre le poste au professionnel concerné.

L'avis d'affichage doit, entre autres, indiquer le corps d'emplois, le service auquel le poste est rattaché, les qualifications exigées par le Collège, les salaires minimal et maximal prévus à l'échelle de traitement et la date limite pour présenter sa candidature. L'affichage est d'une durée d'au moins dix (10) jours ouvrables et d'au plus vingt (20) jours ouvrables.

Sous réserve de l'application de la clause 5-6.03, lorsque le Collège décide d'effectuer un remplacement pour une période de plus de six (6) mois, il porte le fait à la connaissance des professionnels du Collège par affichage interne. L'affichage est d'une durée de cinq (5) jours ouvrables. De plus, le Collège n'a pas à transmettre copie de cet affichage au Bureau de placement.

- 5-3.02 Un professionnel qui comble de façon temporaire un poste vacant ou nouvellement créé reçoit le traitement rattaché à ce poste s'il est supérieur à celui rattaché à son poste régulier. Les mêmes dispositions s'appliquent lorsqu'un professionnel comble de façon temporaire un poste de cadre.

- 5-3.02 (suite) A l'expiration de l'affectation temporaire, le professionnel reprend son poste avec tous les droits et avantages, comme s'il ne l'avait pas quitté.
- 5-3.03 Le poste est offert par le Collège en tenant compte des exigences qu'il requiert et selon l'ordre de priorité qui suit; dans tous les cas, la langue d'enseignement du Collège doit être considérée dans les exigences:
- a) d'abord au professionnel mis en disponibilité au Collège et ce, conformément à la clause 5-6.04;
 - b) ensuite, au professionnel mis en disponibilité par un autre Collège de la même zone telle qu'établie à la clause 5-4.10, et ce, conformément à la clause 5-6.04;
 - c) ensuite, au professionnel mis en disponibilité par un autre Collège d'une autre zone telle qu'établie à la clause 5-4.10, et ce, conformément à la clause 5-6.04;
 - d) ensuite, au professionnel mis en disponibilité par une commission scolaire dans un établissement situé à cinquante (50) kilomètres ou moins du Collège;
 - e) ensuite, à un professionnel bénéficiant de la priorité d'emploi au Collège sous réserve de 5-5.02 b);
 - f) ensuite, à un professionnel bénéficiant de la priorité d'emploi dans un autre Collège de la même zone telle qu'établie à la clause 5-4.10 ou à un candidat déjà à l'emploi du Collège ou à un professionnel visé à la clause 8-9.02;
 - g) ensuite, à un professionnel bénéficiant de la priorité d'emploi dans un autre Collège d'une autre zone telle qu'établie à la clause 5-4.10;
 - h) ensuite, à tout autre candidat qui n'est pas à l'emploi du Collège.
- 5-3.04 Lorsqu'il y a plus d'un candidat à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées à la clause 5-3.03, le Collège choisit le candidat le plus compétent s'il possède les exigences requises.

5-3.04 (suite) S'il y a compétence égale à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées aux paragraphes a) et e) de la clause 5-3.03, l'ancienneté est le facteur déterminant.

S'il y a compétence égale à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées aux paragraphes b), c) et g) de la clause 5-3.03, l'ancienneté au crédit du professionnel à son Collège est le facteur déterminant.

S'il y a compétence égale à l'intérieur de la priorité mentionnée au paragraphe f) de la clause 5-3.03, le Collège accorde le poste à un professionnel, s'il y a lieu.

5-3.05 Le Collège affiche dans les meilleurs délais le nom de la personne choisie.

5-3.06 Le professionnel du Collège auquel le poste est attribué conserve les mêmes droits quant à l'avancement d'échelon, mais reçoit le traitement rattaché à son nouveau poste à compter de son entrée en fonction.

5-3.07 Le Collège ne peut obliger un professionnel à accepter une mutation sous réserve des dispositions de l'article 5-8.00 de la présente convention.

5-3.08 Dans tous les cas de poste de professionnel à combler, le Collège forme un comité bipartite de sélection sur lequel le Syndicat est invité par écrit, à nommer deux (2) professionnels. Ce comité a pour fonction:

- a) d'étudier les candidatures au poste à combler;
- b) de procéder aux entrevues nécessaires à l'intérieur de l'une ou l'autre des priorités mentionnées à la clause 5-3.03;
- c) de remettre au Collège ses recommandations dans le délai fixé au moment de combler le poste.

Le Comité de sélection reçoit du Collège les qualifications exigées, la description du poste à combler et les candidatures ainsi que les documents y afférant.

A défaut par les représentants du Syndicat de compléter leur travail dans le délai fixé, le Collège procède.

Article 5-4.00 Surplus de personnel

(L'article 5-4.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

5-4.01 Un professionnel régulier qui n'a pas acquis la sécurité d'emploi peut être mis à pied à cause d'un surplus de personnel.

Un professionnel qui a acquis la sécurité d'emploi peut être mis en disponibilité à cause d'un surplus de personnel.

5-4.02 Le Collège peut déclarer un professionnel régulier en surplus de personnel suite à l'abolition justifiée d'un poste due à:

- a) soit une diminution significative de la clientèle constatée au 15 octobre;
- b) soit une modification des services à rendre à la clientèle; dans ce cas, le Collège peut déclarer un professionnel régulier en surplus dans la mesure où il crée un nouveau poste ou comble un poste vacant.

5-4.03 Aux fins d'application de l'alinéa a) de la clause 5-4.02, la procédure suivante doit être respectée:

- Lorsque le Collège envisage un surplus de personnel, il doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le 15 octobre, transmettre au Syndicat, entre autres, les informations suivantes:

le ou les corps d'emplois visés par ce surplus, une copie des prévisions budgétaires ainsi que les documents et les données officiels relatifs à l'ensemble de la clientèle inscrite à l'enseignement régulier (étudiant inscrit à tout programme de niveau collégial aux sessions régulières décrit dans les cahiers de l'enseignement collégial) et à l'éducation aux adultes (étudiant inscrit au cours et programme apparaissant dans les cahiers de l'enseignement collégial et dans les programmes de formation sur mesure) et transmis au Ministère.

5-4.03
(suite)

Pour l'étudiant inscrit à l'éducation aux adultes, chaque 600 heures de formation ci-haut décrite compte pour un étudiant à temps complet. Pour l'étudiant inscrit à l'enseignement régulier, le nombre d'étudiants est traduit en équivalent temps complet.

- Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la transmission des informations prévues à l'alinéa précédent, le Collège doit convoquer le Syndicat dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00.

Le Syndicat et le Collège doivent alors tenter d'en arriver à une entente sur l'application des mécanismes appropriés prévus à la présente convention afin d'éviter le surplus de personnel ou à défaut la mise à pied ou la mise en disponibilité.

5-4.04 Aux fins d'application de l'alinéa b) de la clause 5-4.02, la procédure suivante doit être respectée:

- Lorsque le Collège envisage un surplus de personnel, il doit convoquer le Syndicat dans le cadre des procédures prévues à l'article 4-2.00 en indiquant le ou les corps d'emplois visés par ce surplus. Dans ce cas, le délai prévu à la clause 4-2.07 est de douze (12) jours ouvrables.
- Au moment de la convocation du Syndicat prévue au paragraphe précédent, le Collège doit transmettre les informations pertinentes et les motifs justifiant la modification des services à rendre à la clientèle, ainsi que les motifs qui empêchent le Collège de procéder selon les dispositions de l'article 5-8.00 (mutation).

Le Syndicat et le Collège doivent alors tenter d'en arriver à une entente sur l'application des mécanismes appropriés prévus à la présente convention afin d'éviter le surplus de personnel ou à défaut la mise à pied ou la mise en disponibilité.

5-4.05

Lorsque le Collège procède à une déclaration de surplus de personnel dans un ou des corps d'emplois l'ordre suivant doit être respecté dans chacun des corps d'emplois ou dans chacun des secteurs d'activités s'il s'agit des corps d'emplois de SMTE (bibliothèque ou audio-visuel), d'analyste (informatique ou organisation et méthodes), d'attaché d'administration (gestion du personnel ou administration) ou d'animateur d'activités étudiantes (activités socio-culturelles ou activités sportives).

- 5-4.05 (suite)
- a) mettre fin à l'emploi des professionnels temporaires surnuméraires. Cette fin d'emploi prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours ou au moment prévu lors de l'engagement;
 - b) mettre fin à l'emploi des professionnels qui n'ont pas acquis la priorité d'emploi. Cette fin d'emploi prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours;
 - c) mettre à pied les professionnels réguliers ayant acquis la priorité d'emploi, en commençant par celui qui a le moins d'ancienneté et, à ancienneté égale, par celui qui a le moins d'expérience, selon les critères de la présente convention; cette mise à pied prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours;
 - d) mettre en disponibilité les professionnels réguliers à temps complet ayant acquis la sécurité d'emploi et les professionnels couverts par la clause 5-6.08, en commençant par celui qui a le moins d'ancienneté et, à ancienneté égale, par celui qui a le moins d'expérience selon les critères de la présente convention; cette mise en disponibilité prend effet le 15 décembre suite à un préavis d'au moins trente (30) jours.

Il est entendu que le poste d'un professionnel qui a obtenu un congé ou une libération en vertu de la présente convention et qui a un droit de retour à son poste, est soumis aux dispositions de la présente convention et que le professionnel concerné est régi par les dispositions du présent article.

5-4.06 Une copie du préavis mentionné aux alinéas c) et d) de la clause 5-4.05 est transmise au Syndicat et au Bureau de placement.

5-4.07 Le Collège s'engage à :

- a) transmettre au Bureau de placement les avis de poste vacant sous réserve de l'application de l'article 5-3.00 de la présente convention, et ce, uniquement dans les cas de postes réguliers à temps complet;

- 5-4.07 (suite) b) étudier les candidatures transmises par le Bureau de placement et appliquer les stipulations des articles 5-3.00, 5-5.00 ou 5-6.00, selon le cas, de la présente convention;
- c) informer le Bureau de placement d'une offre d'emploi faite à un professionnel mis à pied ou mis en disponibilité par le Collège et indiquer s'il y a acceptation ou refus;
- d) informer le Bureau de placement d'une offre d'emploi faite à un candidat dont la candidature a été transmise par ce Bureau;
- e) transmettre les informations demandées par le Bureau de placement.
- 5-4.08 Si, dans les dix (10) jours de la transmission d'un avis de poste vacant prévu en 5-4.07 a), le Bureau de placement n'a pu référer de candidat, le Collège n'a pas à procéder selon les dispositions des articles 5-4.00, 5-5.00 et 5-6.00 pour embaucher le personnel requis dans le cas visé.
- 5-4.09 Le Collège peut offrir une préretraite à un professionnel qui y est admissible à la condition que cette préretraite évite ou annule une mise en disponibilité. Ceci peut impliquer la mutation d'un ou de plusieurs professionnels.
- a) En acceptant de bénéficier de la préretraite, le professionnel donne au Collège sa démission qui est effective à la date à laquelle la préretraite prend fin.
- b) Les dates de début et de fin de la préretraite sont arrêtées après entente entre le Collège et le professionnel.
- c) En aucun temps, la durée de la préretraite ne peut excéder douze (12) mois.
- d) Le professionnel en préretraite continue de recevoir son traitement et de bénéficier des avantages de la convention collective comme s'il était au travail. Une telle préretraite est considérée comme du service continu aux fins du régime de retraite.
- 5-4.10 Les zones applicables en vertu des articles 5-3.00, 5-5.00 et 5-6.00 sont décrites à l'annexe "B".

Article 5-6.00 Sécurité d'emploi

(L'article 5-6.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 5-6.01 Le présent article s'applique au professionnel mis en disponibilité qui remplit les exigences prévues à la clause 5-6.02.
- 5-6.02 Le droit à la sécurité d'emploi est acquis par le professionnel à temps complet qui remplit toutes les exigences suivantes:
- il a complété les périodes d'engagement prévues à la clause 5-1.03;
 - il a acquis douze (12) mois d'ancienneté;
 - il a cumulé au total vingt-quatre (24) mois de service actif.
- 5-6.03 Le professionnel mis en disponibilité conserve son lien d'emploi avec le Collège et tous ses droits jusqu'à ce qu'il soit relocalisé ou qu'il perde sa sécurité d'emploi selon les dispositions du présent article ou qu'il démissionne du Collège; en attendant, le Collège peut lui confier toute tâche de nature professionnelle compatible avec sa compétence.

De plus, le Collège peut demander au professionnel mis en disponibilité d'accomplir toute tâche de nature professionnelle compatible avec sa compétence chez un autre employeur. Dans ce cas, le professionnel peut refuser ce prêt de service.

Le prêt de service dans un Collège de la même zone se fait aux conditions suivantes:

- a) il est fait pour au moins une session régulière d'enseignement (automne, hiver) et dans un seul Collège à la fois;
- b) l'affectation du professionnel doit lui être signifiée au plus tard une (1) semaine complète avant le début de la session d'enseignement concernée;

- 5-6.03 (suite) c) telle affectation n'invalide pas le droit ou l'obligation du professionnel d'obtenir ou d'accepter un poste régulier qui lui est offert en cours d'affectation;
- d) telle affectation implique que le professionnel emporte sa pleine disponibilité à cet autre Collège même si telle affectation est à temps partiel.

- 5-6.04 a) Lorsqu'un poste de professionnel est déclaré vacant par le Collège, le professionnel du Collège qui est mis en disponibilité est automatiquement inscrit comme candidat à ce poste. La procédure de nomination est régulièrement suivie et ce professionnel obtient le poste selon les priorités prévues aux clauses 5-3.03 et 5-3.04.
- b) Dans le cas où un poste de professionnel est déclaré vacant dans un autre Collège et que la candidature du professionnel a été soumise par le Bureau de placement, ce professionnel obtient le poste selon les priorités prévues aux clauses 5-3.03 et 5-3.04.
- c) Dans le cas où un poste de professionnel est déclaré vacant dans un établissement d'une commission scolaire située à cinquante (50) kilomètres ou moins du Collège et que la candidature du professionnel a été soumise par le Bureau de placement, ce professionnel obtient le poste selon les priorités prévues à la convention collective de ce nouvel employeur.

5-6.05 Aux fins d'application de la clause 5-6.04, lorsque le corps d'emplois du poste déclaré vacant est le même que celui du professionnel mis en disponibilité, ce dernier est réputé posséder les exigences requises pour le poste et se voit offrir ce poste, conformément aux clauses 5-3.03 et 5-3.04 et ce, sous réserve des exigences relatives à la langue d'enseignement du Collège.

Malgré ce qui précède, pour les corps d'emplois de S.M.T.E. (bibliothèque ou audio-visuel), d'analyste (informatique ou organisation et méthodes), d'attaché d'administration (gestion du personnel ou administration) ou d'animateur d'activités étudiantes (activités socio-culturelles ou activités sportives), le professionnel est réputé posséder les exigences requises lorsque son secteur d'activités est le même que celui du poste déclaré vacant.

5-6.06 Le professionnel mis en disponibilité à qui une offre d'emploi est faite par son Collège ou par un Collège de la même zone que celle du Collège l'ayant mis en disponibilité ou par une commission scolaire dans un établissement situé à cinquante (50) kilomètres ou moins du Collège l'ayant mis en disponibilité, bénéficie d'un délai de dix (10) jours ouvrables pour accepter ou refuser ce poste. L'absence de réponse est considérée comme un refus.

Dans le cas d'un Collège d'une autre zone, le délai est de quinze (15) jours ouvrables.

Les délais prévus à la présente clause sont comptés à partir de la date de la réception de l'offre d'emploi ou, le cas échéant, de la date de l'avis de livraison de cette offre d'emploi.

5-6.07 A compter de la date de sa mise en disponibilité et tant qu'il demeure en disponibilité, le professionnel:

- a) doit accepter dans son Collège toute tâche de nature professionnelle compatible avec sa compétence et ce, conformément à la clause 5-6.03;
- b) doit accepter tout poste qui lui est offert par son Collège ou un Collège de sa zone ou un établissement d'une commission scolaire situé à cinquante (50) kilomètres ou moins de son Collège, à défaut de quoi, il est considéré comme ayant remis sa démission, sous réserve des dispositions de la clause 5-6.10;
- c) peut refuser tout poste qui est offert par un Collège d'une autre zone. S'il accepte un tel poste, il a droit à une prime de déplacement équivalente à deux (2) mois de son traitement ainsi qu'aux frais de déménagement prévus à la clause 5-7.04.

De plus, un professionnel qui accepte un poste en dehors de sa zone a droit, si le Collège d'où provient le professionnel est seul dans sa zone, à une prime additionnelle de déplacement équivalente à deux (2) mois de son traitement.

La relocalisation obligatoire d'un professionnel selon le sous-paragraphe b) de la présente clause ne peut l'amener à quitter la zone où il se situe à la date d'entrée en vigueur de la convention collective.

5-6.08 A la demande du professionnel ayant acquis la sécurité d'emploi, le Collège peut, en tenant compte des exigences du service, abolir le poste à temps complet de ce professionnel et ouvrir un poste à temps partiel, lequel poste est octroyé à ce professionnel qui est alors régi par les dispositions de la convention collective s'appliquant aux professionnels à temps partiel.

Advenant un surplus de personnel, ce professionnel bénéficie des dispositions de la sécurité d'emploi prévues au présent article. Toutefois, il continue de recevoir le traitement régulier qu'il recevait au moment de sa mise en disponibilité.

5-6.09 Lorsqu'un professionnel est relocalisé selon les dispositions du présent article, il transporte chez son nouvel employeur les droits suivants:

- a) son ancienneté;
- b) ses années de service (et les avantages qui s'y rattachent);
- c) son statut de sécuritaire;
- d) sa banque de congés-maladie non monnayables;
- e) la date à laquelle il aura droit à un avancement d'échelon;
- f) sa classe et son échelon, s'il demeure à l'intérieur du même corps d'emplois;
- g) le nombre de jours de vacances auquel il a droit, s'il est supérieur à celui prévu à la clause 8-4.01.

De même, il est considéré comme ayant remis sa démission à son ancien employeur.

5-6.10 Au moment de sa mise en disponibilité et en tout temps au cours de sa mise en disponibilité, le professionnel peut bénéficier d'une prime de séparation équivalente à un (1) mois de son traitement par année de service complétée jusqu'à concurrence d'un maximum de six (6) mois de traitement. Cette prime est administrée et versée par le Bureau de placement.

Le fait d'accepter une prime de séparation est considéré comme une démission et exclut ce professionnel du secteur de l'éducation pour une durée d'une (1) année. Une telle prime ne peut être payée qu'une seule fois à un professionnel dans le secteur de l'éducation.

5-6.10 (suite) Toutefois, lorsque le professionnel perd sa sécurité d'emploi à cause d'un refus de poste, il peut refuser une telle prime. Dans ce cas, il bénéficie à compter de ce refus, des dispositions relatives à la priorité d'emploi et il n'est pas considéré comme ayant remis sa démission, mais il cesse de recevoir son traitement et il est mis à pied.

5-6.11 a) Lorsqu'un professionnel mis en disponibilité considère que les droits qui lui sont reconnus aux clauses 5-4.07 b), 5-6.04 et 5-6.05 de la présente convention n'ont pas été respectés, il peut soumettre une plainte au premier président prévu à la clause 9-2.08 de la présente convention collective.

b) Cette plainte doit être soumise dans les vingt et un (21) jours de l'événement qui y donne naissance pour être étudiée par un tribunal d'arbitrage spécial formé comme suit:

- un (1) arbitre nommé par la partie patronale négociante;
- un (1) arbitre nommé par la partie syndicale négociante;
- et un (1) président choisi par les parties négociantes ou, à défaut d'entente, nommé par le ministre du Travail.

c) La décision arbitrale unanime ou majoritaire lie le ou les Collèges concernés, le professionnel et le ou les Syndicats concernés.

5-6.12 Lorsqu'un professionnel mis en disponibilité doit se présenter à une entrevue de sélection, il a droit au remboursement de ses frais de déplacement et de séjour s'il y a lieu, selon les normes en vigueur chez l'employeur qui le convoque.

Article 5-8.00 Mutation

(L'article 5-8.00 de ces dispositions est remplacé par le suivant)

- 5-8.01 Sous réserve des dispositions du troisième alinéa de la clause 5-3.01, lorsque le Collège décide de combler un poste vacant ou un nouveau poste, il peut procéder à une ou des mutations parmi les professionnels réguliers selon les dispositions du présent article.
- 5-8.02 Lorsque le Collège décide de réorganiser ses services et que cette réorganisation touche le secteur d'activités où oeuvre un professionnel ou qu'il décide de modifier les services à rendre à la clientèle, il peut procéder, s'il y a lieu, à une ou des mutations parmi les professionnels réguliers selon les dispositions du présent article.
- 5-8.03 Dans les cas prévus à la clause 5-8.02, le Collège prépare un plan des modifications comprenant les mutations envisagées et en discute avec le Syndicat dans le cadre des procédures prévu à l'article 4-2.00. A cet effet, les parties peuvent convenir de former un comité d'étude.
- 5-8.04 Dès que les parties se sont entendues sur la ou les mutation(s) ou, à défaut d'entente, dès que le Collège a rendu sa décision et en a transmis une copie au Syndicat, le Collège procède.
- 5-8.05 Toute mutation résultant de l'application des clauses 5-8.01 et 5-8.02 est obligatoire pour le professionnel concerné, à moins qu'il ne réponde pas aux qualifications requises au plan de classification pour le corps d'emplois dans lequel est classifié le poste où le Collège désire muter ce professionnel.

Lorsque la mutation affecte un corps d'emplois où il y a plus d'un (1) professionnel, le Collège offre la mutation au professionnel de ce corps d'emplois possédant le plus d'ancienneté. Si celui-ci refuse la mutation, le Collège l'offre au suivant selon l'ordre d'ancienneté parmi les professionnels du corps d'emplois concerné. En cas de refus des autres professionnels, le professionnel possédant le moins d'ancienneté parmi les professionnels du corps d'emplois concerné doit accepter cette mutation.

5-8.05 (suite) Aux fins de l'application de la présente clause, le Collège procède par secteurs d'activités lorsqu'il s'agit des corps d'emplois de S.M.T.E., d'analyste, d'attaché d'administration ou d'animateur d'activités étudiantes.

(Les annexes suivantes sont ajoutées aux dispositions constituant des conventions collectives)

Annexe H

Entre le 1er mars 1983 et le 28 février 1984, le nombre de professionnels mis en disponibilité dans les collèges et couverts par la présente lettre d'entente ne pourra excéder celui constaté le 1er janvier 1983 soit: trente (30).

Annexe I

Pour permettre la résorption du personnel professionnel mis en disponibilité dans les collèges, un professionnel et le Collège peuvent convenir de l'une ou l'autre des mesures suivantes.

- 1) Un congé sabbatique par traitement différé dont les conditions sont déterminées par l'employeur;
- 2) Une retraite anticipée d'une durée maximale de cinq (5) ans pour celui qui satisfait aux conditions d'admissibilité à la retraite ou qui devient admissible à la retraite par l'octroi d'un crédit maximum de cinq (5) années de service. Les conditions de telle retraite anticipée sont déterminées par l'employeur;
- 3) Prêt de services dans les emplois de la Fonction publique autres que réguliers;
- 4) Prêt de services à certains pays étrangers et à certaines provinces canadiennes;
- 5) Prêt de services aux organismes communautaires.

Dans tous les cas, le Collège et le professionnel concerné doivent donner leur accord écrit.

Annexe J

Les parties provinciales conviennent de constituer un comité technique afin de procéder à une vérification des textes des dispositions constituant des conventions collectives pour y corriger, le cas échéant, les erreurs ou omissions.

Le comité technique devra en outre s'assurer que toutes les concordances sont faites dans les textes suite aux modifications introduites par la présente lettre d'entente.

La présente lettre d'entente entre en vigueur le jour de sa signature par les parties locales. Elle n'a aucun effet rétroactif.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le 18^e jour du mois de novembre 1983.

POUR LE COMITE PATRONAL
DE NEGOCIATION DES COLLEGES

Judic' Blais
J. L. L...

POUR LA FEDERATION DES
PROFESSIONNELS DES CEGEPS
ET DES COLLEGES (C.E.Q.)

J. M. L...
M. L...

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 6^e jour du mois de decembre 1983.

J. Boil
Guy Bouehard

LE COLLEGE

Collège Sainte-Foy

Jean-Marc Loisele
Roland Roy
Christiane Caries-Bourdon

LE SYNDICAT

Syndicat des professionnels
non-enseignant du Collège Sainte-Foy

Accréditation numéro: Q-12853-04

Salariés régis: 25



DÉPÔT

Dépôt N°: 8 4 0 5 0 5 2

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-04
Date	Signature: 84-01-29 Reception: 84-04-04	Durée	Du: 85-12-31 Au: 85-12-31
		Nombre de salariés régis par la convention collective	

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Professionnels du CEGEP de Ste-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc	<input type="checkbox"/> Déposant CEGEP HM Ste-Foy 210, Chemin Ste-Foy Sainte-Foy, Qc
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des Cégeps 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: M. Pierre Bourgeois, conseiller	Région: 03-03 Activité: 8050-10 Affiliation: CEQ (2)

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné:
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
 Voir au verso pour les codes

Remarques

Arrangements locaux apportés au décret du 11 décembre 1982, dans le cadre de la clause 9-2.08, pour modifier les listes des personnes habilitées à siéger comme présidents des Tribunaux d'arbitrage. Les parties, conformément à la clause 2-2.06, conviennent d'appliquer la lettre d'entente intervenue le 9 novembre 1983.

Pour le commissaire général du travail	
Signature: <i>Thérèse Roussel</i>	Date: 84-05-07

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 - 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 - 873-4357

003(113)

RECHERCHE

JOUR DE novembre 1983.

POUR LA PARTIE PATRONALE

Judith Plais
G. I. [Signature]

POUR LA PARTIE SYNDICALE
NEGOCIANTE

Carmen Bourque
Carmen Bourque, FPCC
Thérèse Roussel
Thérèse Roussel, CEQ

LETTRE D'ENTENTE

84 AVR -4 13 15

ENTENTE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART, CHACUN DES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT
GENERAL ET PROFESSIONNEL

ET

D'AUTRE PART, CHACUNE DES ASSOCIATIONS ACCREDITEES
QUI, LE 29 NOVEMBRE 1982, NEGOCIAIT
PAR L'ENTREMISE DE LA FEDERATION DES
PROFESSIONNELS (LES) DES CECEPS ET DES
COLLEGES (C.E.Q.), POUR LE COMPTE DES
SALARIES A L'EMPLOI DE CES COLLEGES

Les parties négociantes s'entendent, dans le cadre de la
Clause 9-2.08 des dispositions constituant les
conventions collectives, pour modifier les listes des
personnes habilitées à siéger comme présidents des
Tribunaux d'arbitrage.

EN INTERPRETATION: Rodrigue Blouin (1er président)
Marc Boisvert
Jean-Guy Clément
Harvey Frumkin
Marc Gravel
Jean-Pierre Lussier
Fernand Morin
Jean Séxton
André Sylvestre
Diane Veilleux

EN CLASSIFICATION: Marcel Guilbert
Paul Imbeau
Lucien F. Perreault

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNE A QUEBEC CE 9^e

JOUR DE novembre 1983.

POUR LA PARTIE PATRONALE

Yves J. Blais
S. L. G. G.

POUR LA PARTIE SYNDICALE
NEGOCIANTE

Carmen Bourque
Carmen Bourque, FPCC

Thérèse Roussel
Thérèse Roussel, CEQ

Les parties, conformément à la clause 2-2.06 des dispositions constituant des conventions collectives, conviennent d'appliquer la lettre d'entente intervenue le 9 novembre 1983 entre les parties négociantes dans le cadre de la clause 9-2.08 desdites dispositions.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNE CE 29^e JOUR DU MOIS DE janvier 1984.

POUR LE COLLEGE

J. Noël
Dany Bonchard
CEGEP Ste-Foy

POUR LE SYNDICAT

prof du
CEGEP Ste-Foy
Marcel Filteau
Jean-Marc Loiselle



La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé

Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention	<input type="checkbox"/> Renouvellement	<input checked="" type="checkbox"/> Entente	<input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	Q 12853-02
Date	Signature 84-03-01	Reception 84-04-12	Durée	Du Au	85-12-31	Nombre de salariés régis par la convention collective

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat du Personnel de soutien du CEGEP de Sainte-Foy 155 est, Boul. Charest Québec, Qc G1K 3G6	<input type="checkbox"/> Déposant Collège d'Enseignement général et professionnel de Ste-Foy 2410, Chemin Sainte-Foy Sainte-Foy, Qc
<input checked="" type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties Fédération des Cégaps 500, Boul. Crémazie Est Montréal, Qc H2P 1E7 Att: M. Yves Gagnière, Conseiller	Région <u>03-03</u> Activité <u>8050-10</u> Affiliation <u>CSN (1)</u>

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

LETRE D'ENTENTE NUMERO 2, F.E.S.P. - C.S.N.

Arrangements locaux apportés au décret du 11 décembre 1982: les parties conviennent de désigner les personnes dont les noms suivent, comme présidents à siéger au tribunal spécial prévu à la clause 5-4.15.

- Me R. Blouin, Me M. Boisvert
- Me Ls-B. Courtemanche
- M. Claude Grenier

Pour le commissaire général du travail

Signature

Date

Barbara Demers

84-05-07

Pour renseignements

425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970

255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

84 AVR 12 19 31

LETTRE D'ENTENTE NUMERO 2 F.E.S.P. - C.S.N

Entente intervenue entre

d'une part,

Le Ministère de l'Education et la Fédération des Cégeps

et d'autre part,

La Fédération des employés des services publics inc. (C.S.N.)

1. Les parties conviennent de désigner les personnes dont les noms suivent comme présidents habilités à siéger au tribunal spécial prévu à la clause 5-4.15 des dispositions constituant des conventions collectives:

- Me Blouin, Rodrigue
- Me Boisvert, Marc
- Me Courtemanche, Louis B.
- M. Grenier, Claude

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Sainte-Foy
ce 1^{er} jour du mois de mars 1984 1984

Pour le Ministère de l'Education

[Signature]

Pour la F.E.S.P. inc. (C.S.N.)

[Signature]

Pour la Fédération des Cégeps

[Signature]

Nom du Syndicat

SYNDICAT DU PERSONNEL DE SOUTIEN
DU C.E.G.E.P. de SAINTE-FOY

Nom du Collège

C.E.G.E.P. de SAINTE-FOY

Pour le Syndicat

[Signature]

Pour le Collège

[Signature]